

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de partager avec vous aujourd'hui les résultats de la Banque européenne d'investissement pour 2010, qui témoignent d'un retour progressif de la BEI à ses niveaux d'activité d'avant la crise, au fur et à mesure du redressement de l'économie. Comme vous le savez, notre volume de prêts a atteint des records ces trois dernières années pour contribuer à la réalisation du plan européen de relance économique. Je ferai tout à l'heure avec vous le point sur l'effort exceptionnel que nous avons accompli jusqu'à présent dans ce contexte.

Permettez-moi toutefois de commencer par nos résultats en matière de prêts pour 2010.

Diapositive : Signatures et décaissements

L'an dernier, nous avons versé à nos clients près de 59 milliards d'EUR, soit 5 milliards de plus que l'année précédente, ce qui constitue un élément d'encouragement important puisqu'il s'agit là d'argent qui est mis en œuvre dans l'économie réelle. En 2010, nos signatures ont atteint 72 milliards d'EUR, à l'appui de quelque 460 projets. Nous observons donc un léger recul par rapport à 2009, qui marque l'amorce d'un retour progressif à nos volumes de financement d'avant la crise et qui s'explique à la fois par le retour, lui aussi graduel, des économies européennes sur la voie de la stabilité et par l'amélioration des conditions du marché pour les grandes entreprises qui font partie de nos clients. L'objectif primordial de la Banque ne change pas : avoir la plus grande incidence possible sur la croissance durable, l'innovation et l'emploi.

Diapositive : Activité d'emprunt

Comme vous le savez, la BEI emprunte sur les marchés internationaux des capitaux pour faire face à ses besoins de ressources. L'an dernier, nous avons levé 67 milliards d'EUR, ce qui représente le deuxième chiffre le plus élevé de notre histoire. Tous les objectifs que nous nous étions fixés en matière de mobilisation de ressources ont été atteints et nous avons pu satisfaire l'ensemble de nos besoins sur les marchés, du point de vue des volumes, des durées et des coûts.

Diapositive : Les prêts en 2010

L'essentiel de nos prêts ont servi à financer des opérations à l'intérieur de l'UE, pour un montant total de 63 milliards d'EUR, ce qui correspond à un recul de nos signatures d'environ 10 % par rapport à 2009, mais, je le répète, pas de nos décaissements. À l'extérieur de l'UE, le montant de nos prêts s'est établi à 9 milliards d'EUR, en légère augmentation sur 2009, tandis que le volume de nos décaissements est, grosso modo, resté le même.

Comme vous pouvez le voir sur cette diapositive, les pays de l'élargissement et ceux de la Méditerranée ont bénéficié de la majeure partie de nos prêts à l'extérieur de l'Union, avec,

au premier rang d'entre eux, la Turquie. Nos activités de prêt dans ces régions se concentrent avant tout sur trois domaines, à savoir le financement des infrastructures, l'appui aux PME au travers de lignes de crédit accordées à des banques locales et enfin le financement de l'énergie, et plus particulièrement de projets liés aux énergies renouvelables.

Les pays de la Méditerranée ont bénéficié d'un nouveau montant record de financements, dont la moitié est allée à des projets liés à l'action en faveur du climat, en particulier des projets concernant les énergies renouvelables.

À l'avenir, nous continuerons à financer des projets viables dans le bassin méditerranéen. La situation actuelle dans cette région exige de notre part une coordination de tous les efforts et la prise de mesures rapides. Nous avons déjà indiqué à Catherine Ashton, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, que nous accroîtrons notre activité, en particulier en Tunisie et en Égypte. Nous estimons qu'il est possible de renforcer l'appui financier de la BEI, parallèlement à l'augmentation des fonds budgétaires de l'UE qui seront débloqués, et nous avons dès à présent identifié plusieurs possibilités d'intervention immédiate. Nous pourrions, par exemple, accélérer le financement de projets actuellement en réserve et nous pourrions également accroître l'utilisation des fonds budgétaires de l'UE destinés aux opérations sur capitaux à risques et d'assistance technique de la FEMIP, ce qui aurait une incidence positive sur les PME et les microentreprises locales. En outre, le Conseil et le Parlement européen pourraient décider de relever le plafond des activités de financement de la FEMIP dans le bassin méditerranéen, de sorte que nous pourrions faire davantage et plus vite dans ces pays en phase de transition vers la démocratie. La semaine dernière, le Parlement a déjà voté en faveur du relèvement de 1 milliard d'EUR du plafond de nos interventions dans le bassin méditerranéen. Si le Conseil s'accorde avec le Parlement, la BEI constituera un élément clé de la réponse de l'UE face aux événements qui viennent de se produire dans cette région.

Permettez-moi de passer maintenant au bilan de nos prêts dans les pays de l'Union en 2010.

Diapositive : Les prêts à l'intérieur de l'UE en 2010 (objectifs fixés dans le plan d'activité de la Banque – le PAB).

Comme vous pouvez le voir à l'écran, l'objectif de convergence — à savoir l'appui aux régions de l'UE en retard de développement — ont absorbé une part importante, 41 %, de notre activité de prêt.

Les PME ont, elles aussi, bénéficié d'un soutien solide de la part du Groupe BEI, tant de la Banque que du FEI. Ces entreprises ont fait l'objet d'une attention toute particulière pendant la crise, car elles ont tendance à éprouver davantage de difficultés à accéder aux marchés des capitaux que les entreprises de plus grande taille, et je vous donnerai quelques chiffres à ce sujet tout à l'heure.

En 2010, les projets de type RTE, qui portent sur les infrastructures de transport et d'énergie, ont été financés dans l'UE à hauteur d'environ 10 milliards d'EUR. Les projets liés à des infrastructures de transport représentent des investissements à grande échelle, qui sont des vecteurs importants de croissance à long terme et qui ont la capacité de libérer le potentiel économique d'une région et de favoriser l'essor des entreprises. Ces

deux dernières années, la BEI a consacré un total de 22 milliards d'EUR aux RTE sur le territoire de l'Union européenne.

L'économie de la connaissance a constitué le quart de notre portefeuille de prêts dans l'UE, ce qui témoigne de l'importance que la Banque attache, de manière générale, à l'innovation et à la recherche en tant que moteurs de la croissance économique. En 2010, nos prêts en faveur de l'innovation ont atteint 16,5 milliards d'EUR au total.

L'environnement et l'énergie sont les secteurs prioritaires de l'activité de la Banque qui incluent les projets relevant spécifiquement de l'action en faveur du climat que nous nous attachons à financer et auxquels nous avons consacré en 2010 un montant record de 19 milliards d'EUR dans l'Union européenne.

Je voudrais maintenant m'arrêter quelques instants sur l'une des plus graves menaces environnementales, sociales et économiques auxquelles nous sommes confrontés, à savoir les changements climatiques.

Diapositive : L'action en faveur du climat – quelques faits saillants

L'Union européenne et la BEI ont érigé l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation au rang de priorité absolue. Parallèlement aux négociations auxquelles se livreront les dirigeants politiques pour établir, aux niveaux européen et international, une législation en matière d'action en faveur du climat, nos financements s'avéreront cruciaux pour aider à atteindre les objectifs fixés.

Comme je viens de l'indiquer, en 2010, la Banque a établi un nouveau record puisque nos financements pour l'action en faveur du climat représentent désormais 30 % de nos prêts dans l'Union, ou encore 29 % du montant total de nos prêts.

Les projets relevant de l'action en faveur du climat sont des projets réalisés dans les domaines suivants : efficacité énergétique, énergies renouvelables, transports, foresterie, innovation (RDI) et adaptation. Pour être inclus dans cette catégorie, ces projets doivent satisfaire à des critères rigoureux en matière de contribution à la réduction du CO₂, aux objectifs d'efficacité énergétique ou au piégeage du CO₂. Seules les technologies les plus modernes sont admissibles à cette appellation de « projets relevant de l'action en faveur du climat ». D'autres projets peuvent être retenus, pour autant que le volet « adaptation aux changements climatiques » représente au minimum 50 % de leur coût total.

Je tiens à souligner que la Banque applique également une approche générale visant à **améliorer** tous les projets qu'elle finance du point de vue de leur réduction potentielle des émissions de CO₂, de leur utilisation des technologies les plus propres, etc. C'est ce que nous appelons l'intégration des questions liées à l'action en faveur du climat dans tous nos projets.

C'est sur **l'énergie** – à la fois les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique – et sur les **transports durables** que la BEI concentre l'essentiel de ses financements pour l'action en faveur du climat.

Vouloir tout à la fois faire face à la demande croissante d'énergie dans le monde et réduire les émissions de CO₂ – dans les pays développés comme dans le monde en développement – constituera un défi de taille. Compte tenu de la demande actuelle, un

panachage des sources d'énergie reste nécessaire, mais la BEI s'est efforcée, avec succès, d'accroître la part des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans son portefeuille. Je vais maintenant vous donner quelques chiffres.

Diapositive : Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Comme vous l'indique ce graphique, nous avons augmenté de 1,4 milliard d'EUR nos prêts pour les énergies renouvelables dans l'UE et les pays candidats, passant ainsi de 4,2 à 5,6 milliards d'EUR. C'est là un progrès sensible. Les plans d'action nationaux pour les énergies renouvelables se sont avérés être des vecteurs importants pour les investissements dans ce domaine et je suis heureux de pouvoir vous annoncer que les trois technologies émergentes (éolien, solaire et biomasse) ont toutes bénéficié d'un soutien de la Banque.

Dans le même temps, les financements de projets liés à l'efficacité énergétique ont eux aussi augmenté, à hauteur de 10 %.

Cela étant, en 2010, nous avons également contribué de façon importante au financement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique à l'extérieur de l'UE, en accordant 800 millions d'EUR de prêts pour les énergies renouvelables et 600 millions d'EUR pour l'efficacité énergétique.

Diapositive : les prêts de la Banque sur la période 2009-2010

Comme je l'ai dit tout à l'heure, la Banque a rempli sa mission en contribuant de façon essentielle à la reprise européenne, au travers de l'apport, ces trois dernières années, d'un soutien additionnel de 61 milliards d'EUR, soit 11 milliards de plus que ce qui était prévu initialement. Les petites et moyennes entreprises (PME) et les régions de l'UE en retard de développement ont été les principales bénéficiaires de cet effort exceptionnel.

Voici maintenant les chiffres.

Diapositive : L'appui aux PME européennes

Nous avons déjà atteint, à la fin 2010, l'objectif qui était fixé dans le plan de l'UE pour la relance de l'économie européenne et qui visait à prêter, entre 2008 et 2011, 30 milliards d'EUR aux PME. Pour être précis, nos financements sur cette période se sont élevés à 30,792 milliards d'EUR et quelque 160 000 PME européennes en ont bénéficié.

Je voudrais, à ce stade, dire aussi quelques mots sur les activités du FEI en 2010. Le FEI, vous ne l'ignorez sans doute pas, est le chef de file européen des financements à risques pour l'esprit d'entreprise et l'innovation. Ce Fonds propose un large éventail d'instruments de financement des PME, qui va de l'apport de fonds propres (capital-risque et capital de croissance) à la titrisation et à l'octroi de garanties. En 2010, le FEI a engagé 930 millions d'EUR dans des fonds de capital-risque et de capital de croissance et 1,9 milliard d'EUR dans des opérations de garantie de portefeuilles.

Toujours en 2010, le FEI a lancé, en association avec la BEI et la Commission, une nouvelle initiative de 200 millions d'EUR en faveur de la microfinance, appelée PROGRESS, qui vise à apporter des financements à certaines catégories de personnes – notamment des (jeunes) chômeurs, des minorités et des personnes risquant d'être socialement exclues – qui éprouvent des difficultés à accéder au système bancaire

classique. Les premiers contrats sont en train d'être signés, un l'a déjà été aux Pays-Bas il y a dix jours et un autre le sera bientôt en Belgique.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le Conseil d'administration de la BEI a décidé d'accroître de 1 milliard d'EUR le mandat capital-risque du FEI, dotant ainsi cette enveloppe d'un montant renouvelable de 5 milliards d'EUR. Cet instrument sera utilisé pour des opérations de capital-risque, en visant en particulier à pallier les lacunes du marché en matière de financement d'entreprises en phase initiale et plus spécialement les PME axées sur les technologies.

Diapositive : Les prêts à l'appui de la convergence (dans les pays de l'UE)

Comme je l'ai déjà mentionné, la Banque a également rempli sa mission vis-à-vis des autres grands bénéficiaires de nos interventions, à savoir les régions en retard de développement, autrement dit nos prêts au titre de la convergence.

En 2010, la Banque a signé pour 26 milliards d'EUR de prêts en faveur de projets situés dans des régions relevant de l'objectif de convergence, soit légèrement moins qu'en 2009, mais les décaissements – autrement dit l'argent réellement versé – ont augmenté, quant à eux, de 30 %, passant de 18 milliards en 2009 à 23 milliards l'an dernier.

La Banque a signé à ce titre plusieurs prêts de grande dimension, un pour la Grèce (de 2 milliards d'EUR), un autre pour la Pologne (là encore de 2 milliards d'EUR) et enfin un pour le Portugal (de 1,5 milliard d'EUR), dans chaque cas pour financer des programmes d'investissement bénéficiant également de l'appui des Fonds structurels de l'UE.

Diapositive : Une activité de prêt responsable

Je viens de vous faire un exposé détaillé (chiffré) de **ce que** nous avons réalisé en 2010, mais il est tout aussi important de vous montrer **comment** nous y sommes parvenus.

Tous les projets ont évidemment satisfait à des critères financiers, économiques et techniques. Nous sommes avant tout une banque et, à ce titre, nous ne soutenons que des projets d'investissement financièrement solides : les fonds prêtés doivent être remboursés, et c'est effectivement ce qui se produit.

Mais ces critères ne sont assurément pas les seuls que la BEI vérifie dans le cadre de l'instruction de ses projets. Par exemple, une équipe composée de quelque 200 ingénieurs, économistes et experts en matière sociale et environnementale examine tous les projets pour s'assurer que les normes de l'UE relatives à l'environnement, aux aspects sociaux et à la passation des marchés sont respectées. Et, dans le cadre de notre engagement général en faveur de la transparence, nous publions, entre autres, les évaluations des incidences sur l'environnement sur notre site Web.

Comme je l'ai évoqué tout à l'heure, les considérations liées à l'action en faveur du climat sont de plus en plus intégrées dans l'ensemble des opérations de prêt de la BEI. Les projets ayant des implications sur le plan de la lutte contre les changements climatiques font l'objet d'une évaluation par la BEI afin de s'assurer qu'ils intègrent et respectent nos exigences en matière de politique climatique. Nous voulons garantir que les projets que nous finançons soutiennent une croissance à faible intensité de carbone et capable de faire face aux changements climatiques. Nous travaillons, aux côtés d'autres institutions financières internationales (IFI), à l'élaboration d'une méthodologie solide permettant de

mesurer l'empreinte carbone de nos projets. Nous continuerons à veiller à l'utilisation des technologies les plus propres et les plus efficaces au plan énergétique et nous rechercherons les possibilités de création de crédits carbone.

Par ailleurs, la BEI applique une « tolérance zéro » vis-à-vis des pratiques interdites et des actes de corruption, de fraude, de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale et autres pratiques fiscales dommageables, ainsi que du financement du terrorisme. La BEI a été l'une de premières institutions financières internationales à adopter de telles règles en 2005. Notre politique est régulièrement examinée, mise à jour et publiée. Nous adhérons bien sûr aux politiques de l'Union européenne en la matière ainsi qu'aux politiques internationales auxquelles l'UE s'associe. En conséquence, la BEI souscrit aux initiatives internationales visant à faire pression sur ce que nous appelons les juridictions non conformes (JNC) afin de les pousser à s'aligner sur les normes internationales. La définition d'une JNC va plus loin que celle d'un centre offshore classique qui, en règle générale, n'est utilisée que pour les paradis fiscaux. En effet, elle inclut non seulement la fraude fiscale, mais aussi le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Laissons maintenant de côté la manière dont nous instruisons nos projets et revenons-en à quelques chiffres.

Diapositive : Les résultats de la BEI en 2010

Comme les années précédentes, la Banque a enregistré un résultat net solide, qui s'établit à 2,1 milliards d'EUR pour 2010. La Banque assure elle-même le financement de ses opérations et elle constitue les réserves nécessaires pour lui permettre de financer, au besoin, une éventuelle augmentation de capital.

Diapositive : Solidité financière

La BEI bénéficie d'une structure de capital solide — notre ratio d'adéquation du capital atteint 27% —, d'une notation triple A stable, assortie de perspectives stables, et notre portefeuille de prêts est de grande qualité. Le nombre d'opérations à surveiller, qui ne représentent que 0,3 % de l'ensemble de notre portefeuille de prêts, demeure extrêmement faible.

Diapositive : Perspectives

La BEI contribuera à mettre en œuvre la stratégie de l'Europe pour 2020 et à assurer une croissance durable, intelligente et inclusive. À l'avenir, les contraintes budgétaires seront toutefois probablement à l'ordre du jour, tant au niveau de l'UE qu'à l'échelle nationale. Pourtant, les besoins d'investissement pour favoriser et doper la croissance économique sont immenses. Ceci est particulièrement vrai pour les grands projets d'infrastructures et souligne l'importance d'identifier des instruments financiers nouveaux et évolutifs qui favorisent une utilisation efficace du capital, notamment en les combinant avec des fonds budgétaires de l'UE et des prêts de la BEI.

Comme vous le savez, nous avons déjà mis en place plusieurs instruments avec la Commission européenne, qui ont donné de bons résultats. Je citerai notamment le Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR) dans le domaine de la recherche, au titre duquel chaque institution s'est engagée à réserver 1 milliard d'EUR en capital pour l'octroi de prêts à l'appui de projets de recherche-développement. Nous sommes en pourparlers avec la Commission européenne pour ce qui concerne la mise au

point d'instruments similaires afin de relever d'autres défis posés par la stratégie « Europe 2020 », tels que le soutien à l'innovation et à la stratégie numérique. Nous étudions également les possibilités d'atteindre les PME au travers du MFPR et espérons parvenir à mettre en place un guichet spécial de financement d'ici à la fin de l'année.

Nous nous félicitons en outre de pouvoir annoncer, ces prochains jours, le lancement d'une initiative avec la Commission européenne, qui verra la création d'un nouvel instrument financier destiné aux promoteurs de projets pour les aider à lever des fonds pour des projets d'infrastructure. C'est là notre réponse à l'appel lancé l'an dernier par le président Barroso pour que nous étudiions le rôle que les obligations de projet (*project bonds*) pourraient jouer à l'appui des besoins d'infrastructures de l'UE au cours des dix prochaines années. Il est important de noter que ces emprunts obligataires seraient émis par des sociétés de projets, et non pas par la BEI ou la Commission européenne. Nous pourrions toutefois soutenir l'émission de ce type d'obligations au travers d'un rehaussement de crédit qui les rendrait plus attrayantes pour les investisseurs privés. Il existe un vaste réservoir de capitaux privés que l'UE doit être en mesure de mobiliser si elle veut financer la réalisation de ses objectifs liés à l'énergie, au transport et au climat sans peser sur les budgets communautaire ou nationaux.

Notre objectif est de créer des instruments simples, à effet d'entraînement, qui peuvent être reproduits dans plusieurs grands domaines pour mobiliser des ressources publiques et privées.

L'action en faveur du climat demeure une priorité absolue pour la Banque. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, nous intégrerons la problématique du changement climatique dans toutes nos opérations

Je voudrais également vous dire qu'au cours des trois années à venir, la Banque va sensiblement renforcer son soutien aux projets relatifs à l'action en faveur du climat et aux énergies renouvelables dans les pays situés à l'extérieur de l'Union européenne. Le Conseil d'administration de la BEI a approuvé l'accroissement de 1,5 milliard d'EUR de l'enveloppe mise à disposition du Mécanisme pour une énergie durable et un approvisionnement énergétique sûr, qui est ainsi portée à 4,5 milliards d'EUR au total. Si l'on y ajoute le mandat de 2 milliards d'EUR proposé pour l'action en faveur du climat, déjà approuvé en première lecture par le Parlement européen, la Banque est donc bien équipée pour aider l'UE à réaliser, à l'extérieur de l'Europe, ses objectifs en matière de protection du climat à l'échelle mondiale.

Diapositive : Résumé

En conclusion, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de résumer ce que l'année 2010 a représenté pour la BEI :

- **MISSION ACCOMPLIE EN CE QUI CONCERNE LE PLAN EUROPÉEN DE RELANCE ÉCONOMIQUE ;**

ET

- **UN VOLUME DE PRÊTS RECORD À L'APPUI DE L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT.**

Je vous remercie de votre attention et serai heureux de répondre à vos questions.